REVUE INTERDISCIPLINAIRE FRANCOPHONE
RIFRA
https://rifra-unikin.cd/

eISSN : 2957-8574
pISSN : 2957-8566
Editeur: Faculté de lettres, UNIKIN

Vol. 7, No.2, , 2025
DOI: 10.68356/rifra.019.v07.i02.02

ARTICLE DE RECHERCHE

Construction et tentatives de déconstruction d'un langage simulé au Zaïre (Congo) sous la Deuxième République

Gabriel SUMAILI NGAYE-LUSSA[1*]

[1]République démocratique du Congo
[*]Gabriel SUMAILI NGAYE-LUSSA

Corresponding author:
gabalise@gmail.com

Résumé

Dans l'analyse des phénomènes d'énonciation, plusieurs concepts sont utilisés, parmi lesquels la simulation, le masquage et la connivence, concepts énoncés par J.B. Marcellesi et B. Gardin (1974). Depuis le coup d'Etat du 24 novembre 1965, et singulièrement à partir de l'institutionnalisation du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR, parti unique) en mai 1970, c'est dans un processus d'interaction permanente langue/société que l'unification sociopolitique s'est accompagnée de l'uniformisation du langage. Or, par rapport à ce langage unanimiste, bon nombre de locuteurs n'ont pas manqué d'exprimer leur distance en recourant, notamment, à l'ironie comme arme de déconstruction.

Mots-clés : construction, déconstruction, énonciation, simulation, Zaïre.

Abstract

In the analysis of enunciation phenomena, several concepts are used, including connivance, marking and simulation, concepts stated by J.-B. M arcellesi and B. Gardin. Since the coup d'état of November 24, 1965, and particularly since the institutionalization of the 'Mouvement Populaire de la Révolution' (MPR, single party) on May 20, 1967, it is in a process of permanent interaction between language and society that socio-political unification has been accompanied by the standardization of language. However, in relation to this unanimous language, a good number of speakers have not failed to express their distance, notably by resorting to irony, as a weapon of deconstruction.

Keywords: construction, deconstruction, enunciation, simulation, Zaire

Received: 27 octobre 2025
Accepted: 29 décembre 2025
Available online:

Introduction

L'observation du langage imposé aux locuteurs à partir de l'année 1971 au Zaïre par les instances concepteurs du parti unique, le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR), cher au Maréchal Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Zabanga, laisse voir une nette tendance de l'unification du langage au Zaïre. En effet, après l'interruption brutale de la vie des institutions démocratiques, le 24 novembre 1965, le régime issu du coup d'Etat a été amené à concentrer entre ses mains l'effectivité du pouvoir, avec comme conséquence la construction d'un langage uniforme en vue de mettre au pas la totalité des forces vives. Dans un processus d'interaction permanente entre organisation sociétale et langue, l'unification sociopolitique s'est accompagnée de l'uniformisation du langage, s'agissant notamment des partis politiques, des organisations syndicales, des mouvements de jeunesse, des établissements d'enseignement universitaire, voire de l'habillement, mais aussi et surtout des organes et institutions de l'Etat. L'on sait, en effet, que : 0.1 Le pluralisme des partis politiques a subi un coup d'arrêt à l'issue du coup d'Etat qui interdisait, pour cinq ans, toute activité des partis politiques ; ce pluralisme fera place à l'unicité du MPR, créé le 20 mai 1967. 0.2 L'Union Nationale

Cite as: Gabriel SUMAILI NGAYE-LUSSA(2025). Construction et tentatives de déconstruction d'un langage simulé au Zaïre (Congo) sous la Deuxième République. UNIVERSITE DE KINSHASA, 7(2) (2025) .
https://doi.org/10.68356/rifra.019.v07.i02.02

This work is licensed under Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License

des Travailleurs du Zaïre (UNTZA), syndicat unique, fut décidé lors du congrès des formations syndicales tenu du 21 au 23 juin 1967 ; l'UNTZA venait ainsi remplacer les différents syndicats ayant fonctionné durant la Première République (1960-1965) : - l'Union des Travailleurs congolais (UTC), dirigée par André Boboliko, - la Fédération Générale des Travailleurs Kongolais (FGTK), conduite par R. Bintou, - la Confédération des Syndicats Libres du Congo (CSLC), ayant à sa tête Roger Kithima (Ndaywel è Nziem, 1998 : 674). 0.3 Les mouvements de jeunesse (scouts, louveteaux, xavéris…) ainsi que les associations regroupant les étudiants des universités du Congo, notamment l'Association Générale des Etudiants de Lovanium (AGEL) et l'Union Générale des Etudiants du Congo (UGEC), ont dû céder le pas à l'unique Jeunesse du MPR (la JMPR). 0.4 L'Université Nationale du Zaïre (UNAZA) est née le 06 août 1971, de la fusion des établissements d'enseignement supérieur et universitaire du pays ; les trois universités, qui avaient déjà changé de nom le 30 juin 1966 (l'Université Lovanium, devenue Université de Kinshasa ; l'Université Officielle du Congo, devenue Université de Lubumbashi ; l'Université Libre du Congo, devenue l'Université de Kisangani), devenant chacune un simple Campus universitaire. 0.5 L'usage généralisé des appellatifs « Citoyen/Citoyenne » : en vertu de la politique dite de l'« authenticité africaine », l'usage de Monsieur, Madame, Mademoiselle furent strictement interdits, leur emploi (tant par écrit que dans la conversation courante) devenant passible d'une peine sévère, notamment la relégation au village natal, sanction dont fut victime l'écrivain Pius Ngandu (Chirhalwira, 2024 : 189). Citoyen, appellatif typique de la Révolution française destiné à marquer non seulement l'égalité mais aussi le fait de jouir des mêmes droits, devint si usuel au Zaïre qu'il pénétra dans les quatre langues nationales et même dans les langues vernaculaires. A noter que même les termes Monsieur, Madame, Mademoiselle, jusqu'alors d'emploi spécialisé par les écoliers et élèves pour désigner leur enseignant ou enseignante, furent également remplacés par Citoyen, Citoyenne : « Notre Citoyenne a dit… ». 0.6 Le port obligatoire du « postnom » (voir Sumaili Ngaye-Lussa, 2023 : 67) : Cette obligation fut consécutive à l'interdiction de porter les prénoms chrétiens (attribués lors du baptême). Tout Zaïrois devait se choisir un postnom (puisé parmi les noms de ses ancêtres).

Bannis par décision du Bureau politique du MPR à la fin de 1971, les prénoms furent formellement interdits par la loi n°73-22 du 20 juillet 1973 relative aux noms des personnes physiques zaïroises. Cet abandon obligatoire du prénom, doublé du choix d'un postnom, devait faire l'objet d'une déclaration écrite au notaire du graffe du Tribunal de grande instance. Ce mouvement de rejet rappelle également ce qui s'était passé à la Révolution française et que rapporte P. Fabre (1998 : 52-54) à propos de l'anthroponymie révolutionnaires qui avait dû obéir au vent de déchristianisation et de laïcisation : « Ce va-et-vient anthroponymique montre bien que le nom est, à la fois, un fait social et une forme linguistique du lexique. » Pour ce qui est des organes et institutions de l'Etat, c'est à la suite du Premier Congrès extraordinaire du MPR tenu du 21 au 22 mai 1970 à la Cité du Parti à N'Sélé que le pluralisme a subi un coup fatal par l' « institutionnalisation » du MPR, parti unique, incorporant tous les organes de l'Etat dans ceux du parti, suivie, en 1974, de la proclamation du MPR comme unique institution politique du pays, le « parti-Etat », défini comme « la nation zaïroise organisée politiquement » (Forcad, 1976 : 56-59). Cette « suprématisation » du MPR a nécessité d'unifier le discours, afin de « parler le même langage » (Forcad, 1984 :17) ; d'où la création de l'Ecole du Parti, l'Institut Makanda Kabobi, qui visait l'interprétation et la diffusion uniformes, dans tout le pays, des enseignements du Président-Fondateur (Forcad, 1984 : 17). « Dès lors, la révolution zaïroise entra dans une phase caractérisée par une série de mesures radicales tendant à renforcer l'intégration des structures et de la société en général, en vue de la rendre plus opérante. » (Forcad, 1976 : 59). Le présent article décrit une situation socio-historique où le pouvoir a imposé au peuple la pratique d'un langage dit « révolutionnaire », et ce au moment même où le régime, dans la situation complexe de « guerre froide » prévalant après la seconde guerre mondiale, adoptait une position diamétralement opposée. Notre propos est donc, non seulement d'illustrer comment le politique parvient, avec plus ou moins de bonheur (plutôt moins que plus), à manipuler le langage, mais aussi de montrer dans quelle mesure le locuteur, dans le contexte de la lutte contre les classes dominantes, détient les ressorts de démonter, déconstruire, défaire l'enchevêtrement de tout ce tissu où il ne retrouve pas son compte. Le corpus à analyser fait l'objet du premier point. S'agissant de la « nomenclature intégrée » qui a fonctionné jusqu'au 24 avril 1990, date du célèbre discours de démocratisation tenu à la Cité du parti, à N'Sélé, qui fut l'amorce du multipartisme, nous scrutons, au deuxième point, la nature gauchisante de cette terminologie qui jure avec le positionnement de droite du régime issu du coup d'Etat du 24 novembre 1965. L'ampleur de la discordance entre terminologie et idéologie du régime suscite l'interrogation sur cette pratique langagière qui se révèle relever de la simulation. C'est l'objet du troisième point. Enfin, dans le quatrième point, l'article se concentre sur l'arsenal des mécanismes auxquels ont recouru les locuteurs, qui n'ont pas manqué de manifester, eux aussi par le langage, leur capacité et leur puissance à inverser l'énonciation, à découdre certains énoncés.

1.-Le corpus de l'étude

En vue de mieux analyser les phénomènes observés, nous avons constitué un corpus recueilli à travers les documents, produits à l'époque, notamment par les structures du parti-Etat. Et pour l'aspect de déconstruction, nous avons recouru aux données récoltées parmi les productions des locuteurs.

A Abacos, abacost Acquéreur Acquis par erreur A droite, on nous déborde A gauche, on nous déborde Animation culturelle et politique Animateur, animatrice Assainissement [des entreprises publiques] Authenticité Autocritique Bamama, batata, bandeko Bandoki basili te Bas-Zaïre (Région du) Bongolateurs, bongolatrices Bureau politique

Candidat na biso Mobutu Canne du chef Catch Club « Tout doit changer » Cinquième colonne Citoyen, citoyenne Changeur [de monnaie] Chef de collectivité Cinq ans Cité du parti à la N'Sélé Collectivité Comité central Commissaire Commissaire d'Etat Commissaire du Peuple Commissionnaire Comprenez mon émotion Condition Féminine et Famille (CONDIFFA) Congo-Kinshasa, 1ère place, oui ; 2è place,… ; 3è place, likambo te ; kasi 4è place, Non c'est non, tokondima yango te Congrès du MPR Conseil judiciaire Conseil législatif Coop[ération] Coup d'Etat manqué et monté Coup d'Etat monté et manqué

Débrouillardise (kobeta libanga) Débordement par la droite Débordement par la gauche Décentralisation régionale Démonétisation Département (=Ministère) Département de la Condition Féminine et Famille Département de l'Orientation Nationale Département du Développement rural Destruction Totale du Système (DTS) Deuxième bureau Djalelo Domaine agro-présidentiel de la N'Sélé (DAIPN) Droits des Tirages Spéciaux (DTS) Dix fléaux

Esprit de Youkong

Formation des Cadres (FORCAD)

Glossaire idéologique du MPR Grand Timonier Groupes

d'animation politique Groupes de prières Guerre de 80 jours Guerre de six jours Guide de la Révolution zaïroise
Haut-Zaïre (Région du) Haut-Zaïrois Heureux le peuple qui chante et qui danse
L'Immeuble de la Rigueur L'incarnation du Mal zaïrois La Zaïroise (hymne) Langage révolutionnaire La réaction ne passera pas, ne passera pas, ne passera pas ! La rigueur ne se mange pas Loboko flambeau (drapeau) Localité
Makuta (likuta) Manifeste de la N'Sélé Mayi ya pondu (couleur verte du parti) Membre du Comité central Même père, même mère Meeting de vérité Militant, militante Militantisme Moba I Moba II Mobutisme Moi vivant, pas de dévaluation du Zaïre Mokuse ya Shaba Monyato Moto na moto abongisa Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) MPR fait privé MPR= servir ! Se servir ? Non ! MPR= se servir Servir ? Non ! MPR avant tout ? Discipline MPR avant tout, le reste après MPR avant tout, le reste immédiatement après MPR miso ? gâ ! Nationalisme zaïrois authentique Neuf régions Ni à gauche, ni à droite Ni à gauche, ni à droite, ni même au centre Nous chanterons et danserons, pour honorer notre Guide et lui exprimer notre amour Nouveau Régime
Objectif 80 Olinga, olinga te Orientation Nationale
Parti-Etat Pensée, enseignements et actes du Président-Fondateur du MPR Père de la Révolution Petit Livre vert Plan Mobutu Pochette assortie Politique de la Rigueur Postnom Président-Fécondansateur Président-Fondateur du MPR de droit Président de la république Prima Curia Programme Agricole Minimum (PAM)
Quatre (mystique du chiffre)
Radicalisation Rassemblement populaire Rassembleur Recours à l'authenticité Région Rétrocession Retroussons les manches Retroussomanchisme Révolution du Nouveau Régime
Salongo Salongo (lotissement à Lemba, à Limete) Salongo Nord Salongo Sud Salongo-Centre Secrétaire général à la Condition Féminine et Famille (CONDIFFA) Secrétaire général à la Formation des Cadres (FORCAD) Secrétariat général à la Mobilisation, Propagande et Animation politique (MOPAP) Secrétariat général aux Partis frères et amis Secrétaire permanent du Bureau politique Sengi Septennat du Social Shaba (Région du) Shaba I Shaba II Shabien, ens, enne Station Salongo Sous-région
Tata bo ! moko ! Mama bo ! Moko ! Ekolo bo ! Moko !... Tiédeur Tout doit changer, Tout va changer Toque de Léopord Trois Z (Journée des) Trois Z (Immeuble des)
Zaïre notre fleuve Zaïre notre monnaie Zaïre notre pays Zaïrianisation Zaïrois, se Zaïrois authentiques Zone

2.-Un vocabulaire gauchisant

La « nomenclature intégrée », à caractère révolutionnaire, d'usage exclusif et obligatoire, mise au point par la branche spécialisée du MPR chargée de la formation des cadres (FORCAD), se structurait comme suit, du sommet à la base : - au sommet de l'Etat, le MPR unique institution, suivi de : - le Président-Fondateur du MPR de droit Président de la République ; - le Congrès du MPR ; - le Comité central ; - le Bureau politique ; - le Conseil législatif, dont les membres portent l'appellation de Commissaires du Peuple ; - le Conseil exécutif, dont les membres sont appelés Commissaires d'Etat ; - le Conseil judiciaire.

Quant aux subdivisions du territoire national, elles portent les appellations ci-après : - les Régions, dirigées par des Commissaires de région ; - les Sous-régions, dirigées par des Commissaires sous-régionaux ; - les Zones, ayant à la tête des Commissaires de zone ; - les Collectivités, dirigées par des Chefs de collectivité ; - les Localités, sous la direction de Chefs de localité. Dans la vie quotidienne, cette nomenclature se trouvait complétée par des slogans ou mots d'ordre du parti : - Retroussons les manches ; - MPR=servir ! Se servir ? Non !; - MPR avant tout ? Discipline ; - Ni à gauche ni à droite ; - MPR miso ? Gâ ! (yeux ouverts) ; - Moto na moto abongisa (à chacun d'agir pour le mieux) ; - Olinga, olinga te (que tu le veuilles ou non, tu es dans le parti dès ta conception) ; - Heureux le peuple qui chante et qui danse…

Certaines réalités du pays étaient exprimées au moyen de termes mis à la disposition de tout « citoyen » : - groupes d'animation politique, - animateur politique, - acquéreur (Voir Sumaili Ngaye-Lussa, 2023 : 75), - dix fléaux, - mal zaïrois, - salongo (travail collectif d'assainissement), … Le langage « révolutionnaire » concernait aussi l'habillement officiel, l'abacos [à bas le costume, i.e. vive le col Mao] avec pochette assortie. Depuis son retour de Chine où il avait été reçu par Mao Dzedong (du 10 au 12 janvier 1972) et de la Corée du Nord (qu'il a visitée lors du second voyage en Chine, du 6 au 22 décembre de la même année), le chef de l'Etat a reçu divers titres de gloire : - le Grand Timonier, - le Guide de la Révolution zaïroise, - le Rassembleur…

Et ses paroles ont été éditées dans un Petit Livre vert (à l'instar du « Livre rouge » de Mao). L'introduction de l'ouvrage Glossaire idéologique du MPR (Forcad, s.d.: 8) s'achève sur cet avertissement : « On peut dès lors s'attendre à ce que l'emploi que fait le MPR de ces mots puisse ne pas coïncider avec le ou les sens de ces mots dans le français dit standard. Toutes ces déviations sémantiques éventuelles par rapport au français standard sont à considérer comme une contribution de l'imagination zaïroise au français, langue officielle du Zaïre ». Imagination zaïroise ? Voire ! Tant le choix du nom de l'Ecole du Parti que la fixation de la « nomenclature zaïroise intégrée » (opérée par le Bureau politique en 1972), démontraient, dans l'entourage du Président Mobutu, l'influence des cadres concepteurs, universitaires familiarisés avec la terminologie révolutionnaire des pays de l'Est (à l'époque : l'URSS, la Chine de Mao Dzedong, la Corée du Nord…). De ces cadres, le fer de lance était formé par des anciens dirigeants de l'Union générale des Etudiants congolais (UGEC), dont Mobutu s'était entouré dès le début ; l'UGEC que le président « admirait tout en la craignant » a été ainsi l'« objet d'une opération de charme », écrit l'historien I. Ndaywel è Nziem (1998 :672), de la part du président Mobutu, qui s'était même inspiré « pour ses premières décisions, des recommandations du 2è Congrès qui avait préconisé notamment la proclamation de Lumumba héros national et l'érection d'un monument en son souvenir », et des recommandations du 3è Congrès de l'UGEC qui « réaffirma la vision unitariste de la nation et préconisa l'édification d'un Etat socialiste pour une révolution nationale, démocratique et populaire » (Ndaywel, 1998 : 649-650). Ce langage n'a pas échappé à R. de Maximy (1984 : 159, note 19) qui a signalé : « Le Président Mobutu est allé en Chine apprendre de Mao les secrets de la Révolution chinoise. Il en a ramené une nouvelle terminologie. Lui-même est devenu « le Grand Timonier ». Les communes sont devenues des zones, les quartiers sont maintenant des « collectivités »et les sous-quartiers sont des localités. Ces mots quoique français n'ont finalement aucune réelle correspondance en français, c'est devenu du pur zaïrois. »

3.-Un langage simulé

Quel but poursuivait donc la hiérarchie du MPR à travers ce langage à connotations marxisante ? Alors que, comme l'écrit I. Ndaywel (1998 : 673), la rupture entre Mobutu et l'UGEC avait été consommée dès janvier 1968, lors de la manifestation estudiantine de Lovanium (devant le monument de Lumumba en construction à Limete) hostile à la visite du vice-président des Etats-Unis d'Amérique, H. Humphrey, et que l'UGEC fut

simplement dissoute au profit de la seule Jeunesse du MPR. Pourquoi donc l'utilisation de cette terminologie qui renvoie manifestement aux pays socialistes de l'Est ? Cette question pertinente, I. Ndaywel (1998 : 668-669) se l'est posée ; il en a trouvé les éléments de réponse dans des faits historiques avérés, relatés dans les Mémoires de Léonie Abo, la femme de Pierre Mulele. Citant L. Martens (1991 : 221), l'historien rapporte l'origine de cette inspiration : dans le maquis du Kwilu, P. Mulele avait rédigé des textes en vue de former, lors de la jonction avec les combattants de l'Est du Congo, un Mouvement Populaire de la Révolution (« Jadis, si tu parlais de la révolution, on te tuait. Maintenant le nom de la révolution est devenu très populaire parmi les masses. Nous allons regrouper tous ceux qui refusent l'esclavage et l'oppression étrangère. »), documents qu'il perdit lors de sa fuite devant les soldats de l'armée congolaise. Le langage « révolutionnaire » avait déjà été popularisé au Congo par cette rébellion de 1964-65, articulé autour de l'idéologie reposant sur le peuple, la révolution, l'anti-impérialisme, l'anticolonialisme (Verhaegen, 1966, tome I). Véhiculé dans les milieux de l'UGEC, ce discours était d'usage, en Afrique, dans les régimes se réclamant du « socialisme scientifique » implantés notamment par Marien Ngouabi au Congo/Brazzaville et par Matthieu Kérékou au Bénin. L'histoire connaît les accointances du Maréchal Mobutu avec l'Occident ; des idéologues du MPR auraient-ils donc cherché à voiler, sous une telle avalanche terminologique d'apparence révolutionnaire et marxiste, la nature exacte du régime issu du coup d'Etat du 24 novembre 1965, singulièrement en ces années soixante-dix de guerre froide où le Mouvement des Non-alignés entraînait les leaders africains à afficher cette couleur gauchisante, pour faire bonne figure dans l'antagonisme EstOuest ? Ce phénomène de détournement langagier par des hommes politiques, typique d'une « société où le mensonge est considéré comme un des beaux-arts du pouvoir et la falsification comme l'un des instruments du profit » (C. Roy, cité par Siblot, 1994 : 27) a souvent été stigmatisé ; dans une telle société, les mots au lieu d'être « utilisés pour transmettre un message, informer d'un fait, faire éprouver un sentiment, exprimer une pensée », servent en réalité à « empêcher de communiquer, pour brouiller les pistes, pour interposer un écran de bruit entre les êtres » (C. Roy, cité par Siblot, 1994 : 27). C'est ici que prend tout son sens l'intérêt, déjà évoqué, porté au langage comme reflet des antagonismes entre classes et des conflits entre idéologies opposées, par J.-B. Marcellesi et B. Gardin (1974) qui ont mis l'accent sur les concepts de « connivence », de « masquage » et de « simulation ». Connivence : « Il y a connivence lorsqu'un locuteur utilise intentionnellement une forme de langue qui le ferait classer comme appartenant à un groupe autre que le sien si le locuteur lui-même et surtout les destinataires ignoraient que lui-même n'appartient pas à ce groupe » (Dubois et alii, 2012 :111). Or, les penseurs du MPR n'ignoraient point l'alignement à droite du régime. Masquage : « On donne le nom de masquage à un procédé opposé à celui de connivence et de simulation, par lequel un interlocuteur, supposant qu'une forme de langue le ferait classer comme appartenant à un groupe sociopolitique auquel il appartient effectivement, évite de l'employer » (Dubois et alii : 2012 : 295-296). Tel n'était certainement pas le cas au sein du parti-Etat, bien au contraire. Pour qu'il y ait Simulation, il faut que « le locuteur, après avoir maîtrisé plus ou moins bien le langage des membres d'un groupe autre que celui auquel il appartient, en utilise les formes de langue. Mais, alors que la connivence suppose qu'on cherche à montrer son appartenance effective à tel ou tel groupe, la simulation implique une tentative pour induire en erreur sur cette appartenance » (Dubois et alii, 2012 : 434). On voit les nuances entre les trois phénomènes d'énonciation. Or, l'examen attentif du contexte de naissance de cette terminologie au Zaïre, et surtout l'examen de la motivation cachée des tenants du pouvoir pour imposer ce langage, tout cela laisse voir clairement qu'il est plutôt question de la simulation, donc d'un langage simulé. Appliquer délibérément, à des réalités différentes, les termes ayant leur signification précise, S. Ullmann (1969 : 210-211) a qualifié cela d'« intention de propagande : on retient les termes consacrés par la tradition, mais on leur prête, sans le préciser, des acceptions diamétralement opposées à leur sens primitif (…). Ce ne sont pas, bien entendu, les mots qui causent ici le désaccord : l'ambiguïté est intentionnelle, c'est une arme diplomatique ». Il n'est guère surprenant que R. de Maximy (1984 : 197-198), qui a étudié en profondeur le contexte sociologique de la ville de Kinshasa, soit catégorique à ce propos : « Il ne faut pas y chercher une connotation de « révolution socialiste », on est loin ici des républiques populaires. Et bien que les députés du Zaïre soient appelés « commissaires du peuple », ils n'offrent rien de commun avec ceux des pays d'Europe Centrale et Orientale, ou des pays d'Asie communiste. « Populaire » peut être aussi ressenti par les plus politisés comme un mot alibi, ce qu'il est également (et surtout !) de toute évidence. » Arme idéologique redoutable, le vocabulaire « révolutionnaire », codifié et d'usage institutionnalisé au Zaïre pendant plus de vingt ans avait été forgé par simulation. Au point que la répétition des mêmes termes imposés a fini par lasser bon nombre de « citoyens », lesquels, n'y trouvant pas leur compte dans l'expression des préoccupations quotidiennes, ont fini par prendre l'initiative de le déconstruire par la dérision, de le démonter par l'ironie.

4.-Les tentatives de déconstruction

De cette servitude langagière, c'est tout naturellement que les locuteurs ont voulu s'affranchir, en vue de montrer non seulement qu'ils ne se sentaient pas concernés, mais même qu'ils s'opposaient au régime. Au moyen des écarts par rapport au langage unanimiste, ils prenaient leur distance vis-à-vis de la ligne idéologique du parti-Etat. Globalement, le domaine du lexique a fourni diverses possibilités pour faire de l'esprit, pour ironiser. L'ironie est définie par le Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage (Dubois et alii, 2012 : 353) comme étant une figure de style ayant pour objectif de railler. Le locuteur pensait-il manier la déconstruction du langage imposé, la désarticulation de la terminologie consacrée, comme arme de mise à mort de l'idéologie du pouvoir ? Nous estimons que l'examen approfondi de cet aspect ne serait pas dépourvu d'intérêt. S. Faïk et C. Faïk-Nzuji Madiya (1979 : 220-231) ont étudié ce langage de la dérision ; ils y ont vu un « miroir de la société » zaïroise de l'époque : « Il est vrai qu'assez souvent ces lexies créées au sommet sont récupérées par la base qui, grâce à ses puissantes ressources d'ironie, leur fait subir un glissement de sens, par lequel elle manifeste son opposition au régime en place. » Edema A. B. (2003 : 68) a épinglé, quant à lui, « la situation plus ou moins non consensuelle de l'échange » entre les interlocuteurs, le locuteur B ne pouvant « envisager de se rapprocher du locuteur A, au risque d'aboutir à sa propre annulation. » Il nous a été donné de constater que bien des mots d'ordre ou slogans du parti ont été détournés de leur sens, afin d'exprimer, ironiquement, le contraire. Ce faisant, mot d'ordre et slogan concernés perdaient toute crédibilité et devenaient ridicules. Rejaillissant sur le système en place, ce dénigrement jetait le discrédit sur les tenants du pouvoir. Divers mécanismes du langage ont ainsi été mis en œuvre par les locuteurs. Parmi ces mécanismes, notons l'inversion, l'ajout, le calembour, la péjorativation sémantique.

4.1 L'inversion

L'inversion est obtenue par le changement (déplacement, permutation) de place d'une lettre, d'une syllabe, d'un mot, d'un syntagme ou d'une proposition (Ricalens-Pourchot, 2016 : 145). a.-En vue de fustiger le comportement égocentrique des cadres dirigeants, les locuteurs ont, par la simple inversion des éléments, bouleversé la devise du parti et lui ont fait exprimer sa propre négation : « MPR égale ? Servir ! Se servir ? Non ! » → → « MPR égale ? Se servir ! Servir ? Non ! » b.-Pour remettre en cause le prétexte, avancé par le pouvoir, de la purge opérée au sein de l'armée en 1975, le locuteur n'a eu qu'à changer l'ordre des notions dans l'énoncé : « Coup d'Etat monté et manqué » → → « Coup d'Etat manqué et monté »

4.2 L'ajout

Il a suffi d'un ajout malicieux pour transformer une devise qui figurait au fronton des édifices publics, la dépouillant de toute crédibilité et laissant voir au grand jour l'ordre réel des priorités des cadres gestionnaires de la chose publique : a.-« MPR avant tout, le reste après » → → « MPR avant tout, le reste immédiatement après ». b.-« Ni à gauche ! Ni à droite ! » → → « Ni à gauche, ni à droite, ni même au centre ! »

4.3 Le calembour

Le calembour consiste au rapprochement de deux mots phonétiquement semblables pour créer une équivoque (RicalensPourchot, 2016 : 153). Le calembour n'était pas rare, transformant, par exemple : a.-« Président-Fondateur » en → → « Président-Fécondansateur » (par allusion aux danses populaires des groupes d'animation en l'honneur du Chef). b.-« Acquéreur » (des biens zaïrianisés, lesquels ont été si mal gérés) devenant → → « acquis par erreur ». 4.4 La rétroacronymie ou réinterprétation des sigles
Essentiellement ludique, ce jeu linguistique consiste à inventer, pour un sigle existant, une nouvelle forme humoristique ayant pour but la désacralisation, par rapport à son sens officiel bien connu. a.-« D.T.S. (Droits des Tirages Spéciaux) » réinterprété en « Destruction Totale du Système ». b.-« MPR » prononcé non pas [mp R] mais « même père (même mère », pour évoquer l'unanimisme à outrance.

4.5 La déformation sémantique

En sémantique, la péjoration est entendue comme nuance dépréciative (jugement de mépris) apportée par, notamment, un morphème lexical (Dubois et alii, 2012 : 258). La péjoration de « commissaire » était inévitable, tellement quotidiennes et insupportables (aux yeux de la population) étaient les exactions commises par les porteurs de ce titre (commissaire régional, commissaire sous-régional, commissaire de zone), lesquels se comportaient plutôt en rançonneurs du peuple au profit du pouvoir (ou à leur propre profit ?). D'où la déformation de « commissaire » en → → « commissionnaire ». Toutefois, le fait de briser ainsi l'ordre langagier établi ne pouvait pas se faire impunément ; aussi les locuteurs se méfiaient-ils, par exemple, de quelque agent des services de sécurité toujours omniprésent ! S. Faïk et C. Faïk-Nzuji Madiya (1979 : 231) ont conclu que « ces sens que tout le monde connaît n'apparaissent que dans la langue orale et dans les graffiti et sont toujours employés dans des discours de caractère contestataire. Il s'agit donc d'une langue presque spéciale, traduisant, de façon à peine voilée, une prise de position antigouvernementale. » Tant il est vrai que le locuteur ne s'exprimait par dérision que dûment assuré de l'entourage, avec réserve et jamais par écrit. Conclusion

Cet article s'attache à explorer certains mécanismes et enjeux des rapports entre le pouvoir et le langage. L'activité langagière s'avère essentiellement une pratique sociale. Cependant, les tenants du pouvoir pensent souvent pouvoir en user, voire en abuser, notamment en imposant au citoyen de leur pays une forme de langage. Ce faisant, ils perdent de vue que cette même activité sociale du langage se trouve être, dans la même mesure, à la portée de ces mêmes locuteurs, qui sont aussi amenés à en user au quotidien, comme exutoire de leurs récriminations. L'époque concernée est la Deuxième République (1965-1997), au Congo, appelé alors Zaïre. Mais le 24 avril 1990, pendant que les « citoyens » mettaient en œuvre des mécanismes d'ironie pour alléger les contraintes pesant, telle une chape de plomb, sur leur expression quotidienne, quelle ne fut leur satisfaction, mêlée de scepticisme, en entendant, de la bouche de celui-là-même qui pendant plus de vingt ans incarnait le pouvoir absolu, les énoncés de son discours à la Nation, discours dit « de démocratisation », ou encore « discours présidentiel d'avènement de la troisième République (Mobutu Sese Seko, 1990 : 197203): « Nous avons été amenés à adopter dans notre langage politique institutionnel certaines dénominations qui, aujourd'hui, risquent de nous mettre en porte à faux avec les nouvelles options… C'est ainsi que vus aurez remarqué que tout au long de mon propos, je n'ai pas utilisé les termes « citoyennes, citoyens, militantes, militants », mais disons que, peut-être, certaines filles, certains fils, voire certains collaborateurs voudraient bien revenir aux vocables plus universels que vous connaissez tous : Excellences, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs. » Et quant aux institutions nationales et leurs animateurs : « A dater de ce jour (…) je ne me sentirai en rien gêné d'appeler le Premier commissaire d'Etat et les commissaires d'Etat, Premier ministre et ministres, le conseil législatif et les commissaires du peuple, l'Assemblée nationale et les honorables députés. » (Mobutu Sese Seko, 1990 : 197-203). Sans vergogne, sous le voile de la simulation, le pouvoir du MPR parti-Etat a manipulé et instrumentalisé le langage mis au point par l'opposition muleliste dans le maquis ; ne serait-ce pas parce que le pouvoir se rendait compte que cette terminologie concordait avec les aspirations légitimes de ses « citoyens » ?

Discussion

Certes, en rapport avec la provenance de la dénomination du parti unique créé en 1967 par le pouvoir issu du coup d'Etat de novembre 1965, « Mouvement Populaire de la Révolution », forte est la tentation d'en attribuer l'originalité aux dirigeants de l'époque. Cependant cette hypothèse est loin de résister à l'analyse et au du bon sens. A voir, surtout, comment sonne faux l'explication qu'en a donnée le Président-Fondateur lui-même, à l'issue de la randonnée sur le fleuve à bord du bateau présidentiel, en 1967, au retour de Mbandaka. Cette explication très peu convaincante est mentionnée par l'historien I. Ndaywel (1998 : 668, note 4): « Il existe une explication « du dedans » qui justifie le choix de ces termes. Le président lui-même l'expliqua : « Nous avons créé un parti national ; ce parti, nous ne l'avons pas appelé parti mais mouvement parce qu'il était destiné à entretenir le mouvement des idées-forces de notre mouvement en vue d'une action permanente. Ce mouvement, nous l'avons qualifié de populaire, terme qui démontre notre souci de le voir s'intéresser à l'ensemble de nos populations. Et enfin, ce mouvement populaire, nous avons voulu qu'il soit le mouvement populaire de la Révolution, MPR, afin que l'on connaisse d'emblée le sens nouveau que nous voulons donner à notre action, une action qui implique une rupture et un changement, une rupture totale, un changement radical par rapport aux idées reçues et aux méthodes qui avaient fait

faillite avant notre arrivée à la tête du pays ».

Bibliographie
- BAYLON, C., 1996, 2è éd., Sociolinguistique. Société, langue et discours, Paris, Nathan, 304 p. - BOUTET, J., 1997, Langage et société, Paris, Seuil, 62 p. « Mémo Lettres » - DENQUIN, J.-M., 1997, Vocabulaire politique, Paris, P.U.F., 127 p. « Que sais-je ? » - DUBOIS, J. et alii, 2012, Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage, 514 p. - CHIRHALWIRA, G., 2024, « Ngandu, mon gant doux ! », in DJUNGU-SIMBA K. (textes réunis par), Kasala ka P. NganduNkashama. Mélanges d'hommages, Enghien, Editions du Pangolin, p.181-198. - EDEMA ATIBAKWA BABOYA, 2003, « La disputatio dans le vocabulaire politique du Congo Kinshasa », in LAURIAN, A.-M., La langue libérée. Etudes de sociolexicologie, Berne, Peter LangEditions scientifiques européennes, p.65-78 « INALCO » - FABRE, P., 1998, Les noms de personnes en France, Paris, P.U.F., 127 p. (« Que sais-je ? »). - FAÏK, S. et FAÏK-NZUJI, M., 1979, « La néologie comme miroir d'une société : le cas du Zaïre », Le français moderne, n°47 (3), Paris, CILF, p.220-231. - FORCAD, 1976, Histoire du Mouvement Populaire de la Révolution, +Kinshasa, Institut Makanda Kabobi, 118 p. - FORCAD, 1984, Les grands textes du mobutisme, Kinshasa, Institut Makanda Kabobi, 109 p. - FORCAD, s.d., Glossaire idéologique, Kinshasa, 96 p. « Education civique et politique » - LAURIAN, A.-M. (éd.), 2003, La langue libérée. Etudes de sociolexicologie, Berne, Peter Lang-Editions scientifiques européennes, 244 p. « INALCO » - MARCELLESI, J.-B., et GARDIN, B., 1974, Introduction à la linguistique. La linguistique sociale, Paris, Larousse, 263 p. - MAXIMY, R. (de), 1984, Kinshasa, ville en suspens. Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisation : étude socio-politique, Paris, ORSTOM, 476 p. - MERLIN-KAJMAN, H., 2004, « Sens contraire, ironie et négation », in Langue française, n°96, Paris, Larousse, p.111-116. - MOBUTU SESE SEKO, 1990, « Discours présidentiel d'avènement de la IIIè République », in Zaïre-Afrique, n°244-245, Kinshasa, CEPAS, p.197-203. - NDAYWEL è NZIEM, 1998, Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la Répubkique démocratique, Paris-Bruxelles, CGRI-Duculot-ACCT, 955 p. - NYCKEES, Vincent, 1998, La sémantique, Paris, Belin, 365 p. « Sujets » - PAIN, M., 1984, Kinshasa, la ville et la cité, Paris, ORSTOM, 267 p. « Mémoires no105-Etudes urbaines » - RICALENS-POURCHOT, N., 2016, Dictionnaire des figures de style, Paris, Armand Colin, 218 p. - SIBLOT, P., 1999, « Appeler les choses par leur nom. Problématique du nom, de la nomination et des renominations », in AKIN, S., Noms et re-noms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, p.13-21. - SUMAILI NGAYE-LUSSA, G., 2023, « Les matrices lexicogéniques du français en République Démocratique du Congo », in Revue Interdisciplinaire Francophone, Presses Universitaires de Kinshasa, n°10, Vol.V, décembre 2023, 59-92. - ULLMANN, S., 1969, Précis de sémantique française, Berne, A. Francke, 352 p. - VERHAEGEN, B., 1966, Rébellions au Congo, Kinshasa, IRESINEP, t.1, 568 p.

Sitographie
- CANUT, Cécile, « Josiane Boutet, Le pouvoir des mots, Paris, La dispute, 2016, 257 p. », Semen [en ligne], 43 | 2017, mis en ligne le 18 mai 2018, consulté le 22 octobre 2025. - URL : https://journals.openedition.org/semen/10736; DOI :https://doi.org/10.4000/semen.10736 - https://books.openedition.org (consulté le 17 octobre 2025) - https://www.erudit.org (consulté le 17 octobre 2025) - https://persee.fr (consulté le 17 octobre 2025) - https://shs.cairn.info (consulté le 17 octobre 2025)